



LETTRES PATENTES DU ROI,

*SUR un Décret de l'Assemblée Nationale, du 23 Août
1789, qui déclarent qu'aucun Citoyen ne peut être
inquiété à raison de ses opinions.*

Du 30 Avril 1790.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi
constitutionnelle de l'Etat, ROI DES FRANÇOIS:
A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT.
L'Assemblée Nationale a déclaré, le 23 Août 1789,
& Nous délarons ce qui suit:

Aucun Citoyen ne peut être inquiété à raison des opinions ou
projets par lui présentés, des abus par lui dénoncés, soit dans les
Assemblées élémentaires, soit dans le sein de l'Assemblée Na-
tionale; en conséquence déclarons la procédure instruite par le

Parlement de Rouen, contre notre Procureur au Bailliage de Falaise, nulle & attentatoire à la liberté Nationale, & sur le surplus des demandes de notredit Procureur, le renvoyons à se pourvoir ainsi & par-devant qui il appartiendra.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs Registres, lire, publier & afficher dans leurs Ressorts & Départemens respectifs, & exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi Nous avons signé & fait contre-signer lesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le Sceau de l'Etat. A Paris, le trentième jour du mois d'Avril, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé LOUIS;*
Et plus bas, par le Roi, DE SAINT - PRIEST.

Extrait des registres du Parlement de Navarre.

Du vingt-un Mai mil sept cent quatre-vingt-dix.

VU PAR LA COUR, en Vacations, les Lettres patentes du 30 Avril 1790, sur un Décret de l'Assemblée Nationale, du 23 Août 1789, qui déclarent qu'aucun Citoyen ne peut être inquiété à raison de ses opinions; les conclusions du Procureur-Général du Roi: la distribution faite au sieur DE MOSQUEROS, Conseiller-Doyen; ouï son rapport, sur quoi la Cour a ordonné & ordonne que lefd. Lettres

patentes seront transcrites sur les registres de la Cour, lues & publiées à l'Audience de ce jour, pour être exécutées comme Loi du Royaume, conformément à la volonté du Roi. Prononcé à Pau, en Parlement, Chambre de Vacations, le vingt-un Mai mil sept cent quatre-vingt-dix.

Collationné, signé DUBOY.

De l'Audience du 21 Mai 1790.

LA COUR ordonne que sur le repli desdites Lettres patentes dont lecture vient d'être faite par le Greffier, seront mis ces mots, lues, publiées & transcrites sur les registres de la Cour: ouï & ce requérant TRÉSARRIV, Substitut - Doyen du Procureur Général, pour être exécutées suivant leur forme & teneur, comme Loi du Royaume, conformément à la volonté du Roi; ordonne que copies dûment collationnées seront envoyées dans tous les Bailliages & Sénéchaussées du ressort de la Cour, pour y être procédé à pareille lecture, publication & transcription; enjoint aux Substituts dudit Procureur Général, de tenir la main à l'exécution du présent, & d'en certifier la Cour aux formes ordinaires.

Collationné, Signé CASTAING, Greffier-principal.

A PAU, chez DAUMON, Imprimeur du Roi
& du Parlement, Place de Gramont.

